

POURQUOI L'AMÉRIQUE DE TRUMP VA-T-ELLE AUTANT DANS LE SENS DES INTÉRÊTS DU KREMLIN ?

PAR

PATRICK CHEVALLEREAU

CONSULTANT INTERNATIONAL, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

ET

FRÉDÉRIC CHARILLON

PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ EN SCIENCES POLITIQUES

Mai 2020

LES NOTES DE L'IRIS

En première analyse, les actions du président américain révèlent l'impulsivité du personnage et, souvent, son choix apparent d'une « stratégie du chaos ». Il est pourtant possible d'y déceler une sorte de fil conducteur qui, de manière troublante, semble donner un sens tant à sa politique étrangère qu'à certaines de ses pratiques sur la scène intérieure.

Dans un conflit entre puissances, toute stratégie bien pensée vise à cibler le centre de gravité de l'adversaire. Vladimir Poutine, ancien membre des services secrets soviétiques et éduqué dans la mentalité de la Guerre froide, a évidemment fait sien ce principe. Vu du Kremlin, ce centre de gravité est d'abord constitué par la solidité du lien transatlantique, par l'unité des Européens (notamment autour du projet politique de l'Union européenne), et par la puissance des États-Unis, la pérennité de celle-ci étant notamment conditionnée par la cohésion de la société autour de l'idée que se font les Américains de leur pays.

Or, il est frappant de constater combien chacun de ces trois éléments fait, de manière quasi-systématique, l'objet des assauts de Donald Trump depuis son élection à la présidence des États-Unis, le 16 novembre 2016.

L'objectif ici n'est pas de favoriser une quelconque théorie du complot, faisant de Donald Trump une marionnette du Kremlin, préparée de longue date pour être finalement activée. Mais plutôt de chercher l'explication au fait que son action, depuis son arrivée à la Maison-Blanche, sert souvent les intérêts russes. Ce type de situation s'observe souvent dans les relations internationales. À des degrés de gravité différents, on a pu ainsi accuser des présidents français de faire le jeu d'Angela Merkel, des leaders européens de faire le jeu de Pékin, des dirigeants arabes de faire le jeu d'Israël, etc. Chaque fois, il faut relativiser, voire répudier l'hypothèse.

En théorie, la collusion d'intérêts peut avoir plusieurs sources. 1- Un calcul cynique, qui pose qu'à un moment précis du temps, il y ait convergence d'intérêts réels entre deux ou plusieurs puissances, même si cela n'efface pas la nature structurellement opposée des entités concernées. 2- Une complicité réelle, assumée par l'acteur qui s'en rend

responsable, même si naturellement, il la cache : les « *intelligence studies* » ont largement étudié le phénomène, notamment à travers le schéma « MICE », acronyme des raisons pour lesquelles un individu serait amené à travailler pour une puissance extérieure (*Money, Ideology, Compromise* [y compris au sens d'une séduction sexuelle], *Ego* – un schéma ensuite développé pour donner le paradigme RASCLS, à savoir *Reciprocation, Authority, Scarcity, Commitment and Consistency, Liking, and Social Proof*). 3- Plutôt que complicité, il peut y avoir manipulation. C'est à son insu, en croyant bien faire et en étant persuadé que l'initiative vient de lui, qu'un acteur fait le jeu de l'adversaire, qui, en réalité, l'oriente à sa guise par des canaux multiples et détournés. On résume souvent cette situation par le vocable de « l'idiote utile ». 4- Enfin, reste l'hypothèse de l'incompétence, qui n'est pas incompatible avec la précédente, mais laisse une place plus grande à la gaffe spontanée, à l'erreur de débutant. De façon triviale, mais que l'on ne résiste jamais à citer, Michel Rocard avait résumé l'affaire : « Toujours préférer l'hypothèse de la connerie à celle du complot. La connerie est courante. Le complot exige un esprit rare ».

La fascination du président américain pour les leaders autoritaires explique-t-elle à elle seule son inclinaison en faveur des priorités stratégiques de la Russie ? Ou bien cette tendance est-elle favorisée par le profil d'homme d'affaires de Donald Trump et ses projets immobiliers passés de 'Trump Tower' à Moscou ? Trump estime-t-il que la Chine est devenue le véritable adversaire, et que, dès lors, un rapprochement avec Moscou s'impose, qu'il recherche par tous les moyens y compris les plus naïfs ? Pourrait-il s'agir véritablement d'une manipulation dont les services de renseignement russes ont l'expertise et la pratique historique au travers un scénario de type « *Kompromat* » ?

Quelle que soit l'explication, on est en droit de douter que l'accumulation des prises de position et des choix du président américain en faveur de Moscou ne serait que le fruit d'un heureux hasard pour Vladimir Poutine.¹

1 Outre-Atlantique, la question taraude plusieurs analystes. Citons entre autres : David Graham, "*Donald Trump's Pattern of Deference to the Kremlin Is Clear*", *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/01/trump-russia-putin-burden/580477/> ; David Frum, "*Why Is Trump Spouting Russian Propaganda?*", *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/01/trump-just-endorsed-ussrs-invasion-afghanistan/579361/> ; Marshall Cohen, "*25 times Trump was soft on Russia*", *CNN*, <https://edition.cnn.com/2019/11/17/politics/trump-soft-on-russia/index.html>

L'objet de la réflexion qui suit n'est pas de répondre définitivement à cette interrogation, mais simplement d'étayer la légitimité de celle-ci. Pour ce faire, arrêtons-nous un instant sur quelques-unes des « réalisations » majeures de Donald Trump, à l'approche de la fin de son mandat.

L'AFFAIBLISSEMENT DU LIEN TRANSATLANTIQUE ET DE L'IMAGE DES ÉTATS-UNIS DANS LE MONDE

Chacun peut le constater : la politique étrangère du président américain génère et accentue un phénomène de divergence stratégique entre les États-Unis et l'Europe. La conséquence évidente en est l'affaiblissement du lien transatlantique. Car certaines des plus grandes décisions internationales du président américain ont un effet négatif sur la sécurité des Européens : leur sécurité vis-à-vis de la prolifération nucléaire (retrait américain de l'accord nucléaire iranien), leur sécurité climatique (retrait américain de l'accord de Paris sur le climat), leur sécurité face au terrorisme d'origine islamique (retrait des forces spéciales américaines du nord de la Syrie entraînant l'affaiblissement de nos alliés kurdes dans leur lutte contre Daesh). Ce cavalier seul de Trump, équilatéral à nos intérêts stratégiques européens, impacte logiquement la qualité de la relation entre Américains et Européens. Cette tension est publique, et entretenue par de nombreux incidents symboliques fortement médiatisés : insultes nominales du président américain à l'égard de ses alliés, refus de serrer la main d'Angela Merkel, etc.

Symbole le plus fort de ce lien transatlantique depuis plus de 70 ans, l'OTAN se retrouve aujourd'hui politiquement fragilisée par le dirigeant du plus puissant de ses États membres. En quelques mois de mandature, Trump est en effet parvenu à saper le principal fondement de l'Alliance en faisant douter du principe de solidarité qui en constitue la pierre angulaire (sa non-évocation de l'importance de l'article 5 lors de sa première participation à un sommet de l'OTAN² ; sa déclaration inamicale sur le Monténégro – peu de temps après l'admission de ce pays dans l'OTAN – suggérant une remise en cause du principe de solidarité au sein de l'Alliance³). Depuis, le caractère erratique de la

2 Bruxelles, 25 mai 2017

3 "Let's say Montenegro, which joined last year ... why should my son go to Montenegro to defend it from attack?" Carlson asked Trump. "I understand what you're saying — I've asked the same question," Trump said. "Montenegro is a tiny

personnalité et des décisions du président américain n'a pas permis aux dirigeants et aux diplomates des autres pays membres de retrouver le niveau de confiance qui prévalait avant 2016 envers leur allié outre-Atlantique⁴.

Un autre effet des années Trump est la rapide détérioration de la crédibilité de la signature des États-Unis à l'international. Les retraits déjà évoqués de l'accord nucléaire iranien, ainsi que celui de l'accord de Paris sur le climat, ont constitué de véritables déflagrations diplomatiques. Celles-ci vont d'ailleurs de pair avec les attaques de Trump contre le système de régulation internationale, bâti après la Seconde Guerre mondiale, paradoxalement promu jusqu'à présent pas les États-Unis eux-mêmes, et bousculé ou contourné à la fois par Moscou et par Pékin.

Enfin, la rhétorique clivante de Donald Trump contribue à dégrader l'image des USA dans le monde⁵, en particulier au sein des opinions publiques des alliés traditionnels de Washington. L'altération de cette image est d'autant plus grave qu'elle s'accompagne d'une divergence croissante sur les « valeurs » incarnées par le président américain : climatoscepticisme, mépris pour la science, affinités avec les dictateurs et les « hommes forts », promotion des démocraties « illibérales », mépris affiché pour les populations les plus déshéritées – Afrique, Amérique centrale⁶.

Ainsi, au bout de trois années de présidence de Trump, le fossé s'est élargi de manière significative entre les deux rives de l'Atlantique Nord. De l'avis de nombreux observateurs américains⁷, Donald Trump remet en cause la « grande stratégie » qui, depuis 1945, avait assuré aux États-Unis un leadership mondial dont leurs alliés ont pu profiter. Cette grande stratégie comptait notamment trois piliers : la capacité à s'engager militairement sur plusieurs fronts simultanés et à défendre ainsi une réelle crédibilité de protecteur des alliés ; le soutien au multilatéralisme libre-échangiste, qui favorise les démocraties libérales ; le soutien aux institutions internationales d'essence libérale, issues en grande

country with very strong people...They may get aggressive. And congratulations, you're in World War III." Interview à Fox News, 17 juillet 2018

⁴ Rapport de la fondation Carnegie, janvier 2020

⁵ Baromètre annuel du Pew Research Center

⁶ "Why do we want all these people from 'shithole countries' coming here", D. Trump, 11 janvier 2018

⁷ H. Brands, *American Grand Strategy at The Age of Trump*, Brookings Institution, Washington, 2017.

partie de l'après-Seconde Guerre mondiale, à l'image des Nations unies, ou des instances économiques, financières ou monétaires. Ces trois piliers ont été lourdement attaqués, vilipendés, affaiblis, par Donald Trump.

AFFAIBLIR L'UNION EUROPÉENNE

Critiquant l'Union européenne (UE) et ses dirigeants, élevant les institutions européennes au rang de quasi-adversaires de Washington⁸, Trump menace de taxer les produits importés les plus emblématiques (voitures allemandes, vins français...) et n'hésite pas à passer à l'acte (acier, aluminium). Qualifiés d'ennemis économiques qui profiteraient de la naïveté passée de Washington, pourquoi les Européens, à terme, conserveraient-ils leur statut d'alliés politiques ? On peut imaginer que la fragilisation de l'UE à laquelle s'emploie Donald Trump, aurait également, en cas de succès, un impact négatif sur le projet politique européen, et donc sur le poids des institutions européennes à l'international. Un tel affaiblissement impacterait notamment les Européens dans leur dialogue stratégique avec Moscou (sanctions).

En toute logique avec cette politique, le président américain a accentué sa posture hostile en soutenant publiquement le Brexit, qu'il voit comme un moyen supplémentaire de fissurer l'Union européenne. Recommandant à Londres l'adoption d'une position dure dans ses négociations avec Bruxelles, il privilégie de ce fait l'option d'une compétition économique sévère entre le Royaume-Uni et l'UE, dont on peut penser qu'il en résulterait de fortes tensions stratégiques. Dans une sorte de réaction en chaîne outre-Manche, les effets économiques et sociaux pourraient alors accentuer le risque d'un démembrement du royaume (scénario de l'unification de l'Irlande et, surtout, du détachement de l'Écosse⁹, avec ses lourdes implications stratégiques pour une Angleterre « résiduelle »¹⁰). Les actions de Donald Trump rejoignent là les efforts discrets mais bien réels de Moscou en

8 "Nobody treats us much worse than the EU", Donald Trump 15 oct. 2018

9 Tentative d'implantation de l'agence russe Sputnik à Édimbourg, ce qui aurait constitué le seul hub en Écosse d'une agence média internationale

10 En cas d'indépendance, le Parti national écossais serait opposé au maintien de la seule base de sous-marins nucléaires du Royaume-Uni, située à Faslane en Écosse. "A key SNP demand for our support will be for the removal of Trident from Scotland" – présentation du manifesto 2019 du SNP par Nicola Sturgeon, First minister d'Écosse

faveur du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne¹¹. Le président américain n'a pas hésité à afficher cette stratégie alors même que Boris Johnson n'était pas encore Premier ministre, et qu'un chef de gouvernement – à l'époque Theresa May – était en plein effort (certes vain) pour trouver l'issue la moins coûteuse possible à la crise du Brexit. En soutenant publiquement un changement de Premier ministre (et en donnant ses faveurs au chef de file des Brexiteurs, Boris Johnson), Donald Trump a commis une ingérence pratiquement sans précédent dans la vie politique d'un allié majeur.

Cette ingérence politique en faveur de forces « anti-Bruxelles » a même été plus large : ainsi, tandis que Trump a lui-même apporté un soutien appuyé au leader britannique europhobe Nigel Farage et soutenu Boris Johnson dans sa conquête de Downing Street, ses affidés oeuvrent au renforcement de partis eurosceptiques (ou franchement anti-européens) au sein d'autres pays membres. Steve Banon s'efforce aujourd'hui d'unifier plusieurs extrêmes-droites européennes, et Richard Grenell – ambassadeur des États-Unis à Berlin, se signale par son comportement intrusif dans la politique allemande¹².

D'une manière générale, l'affaiblissement du projet européen apparaît donc, depuis trois ans, comme un objectif poursuivi avec constance par Donald Trump. Force est de constater que ces efforts coïncident avec les priorités d'un président russe, lui-même défavorable à une Europe unie, qui signifierait un ensemble politique cohérent et porteur de valeurs démocratiques dont il combat la diffusion en Russie. Les efforts trumpiens rejoignent *de facto* les multiples actions de déstabilisation menées par la Russie, notamment par la voie de ses médias internationaux ou sur les réseaux sociaux, pour introduire le doute dans le projet européen, diviser les Européens entre eux, ou mettre de l'huile sur le feu de leurs tensions sociales internes comme de leurs divergences multilatérales.

11 Rapport réalisé en 2019 par l'*Intelligence and Security Committee* du parlement britannique et portant notamment sur les ingérences de la Russie dans la vie politique britannique. La publication de ce rapport avant les élections générales du 12 décembre 2019 avait été refusée par le Premier ministre Boris Johnson.

12 "I absolutely want to empower other conservatives throughout Europe, other leaders", R. Grenell, ambassadeur des USA en Allemagne, interview à Breitbart en juin 2018 et interprété comme un soutien au parti d'extrême droite AfD

LES ATTAQUES CONTRE LES INSTITUTIONS ET LA COHÉSION DE LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Peu de temps après son élection, Trump s'est attaqué à l'un des piliers de la puissance américaine : sa propre communauté du renseignement¹³. Ayant récemment procédé à une épuration à la tête des agences¹⁴, il décide aujourd'hui d'y placer un loyaliste sans expérience du renseignement¹⁵, tandis qu'il élimine ceux qui s'inquiètent des ingérences du Kremlin dans le processus électoral américain. Son rejet des conclusions de sa propre administration sur l'implication de la Russie dans les élections présidentielles de 2016, et son choix d'épouser les dénégations de Poutine au cours d'une conférence de presse commune restée célèbre¹⁶, ont choqué jusqu'à certains membres du parti républicain¹⁷.

Ces prises de position sapent l'action des services de renseignement américains alors que, dans le même temps, la majorité républicaine du Sénat, fidèle soutien du président, s'oppose à toute initiative législative permettant de contrer les ingérences étrangères dans les élections de 2020¹⁸.

Non content de s'attaquer à la communauté du renseignement, Trump met à mal l'indépendance du système judiciaire en s'immisçant dans les affaires et en critiquant publiquement juges, procureurs, et même jurés¹⁹. Son action fragilise ainsi le troisième pilier des institutions américaines²⁰. Il affaiblit de ce fait le fonctionnement même des

13 Limogeage de James Comey, directeur du FBI, le 9 mai 2017, alors que celui-ci dirigeait l'enquête sur les liens éventuels entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie

14 Renvoi de Joseph Maguire, *Acting Director of the National Intelligence*, et de son adjoint Andrew Holman, après le briefing de l'*Intelligence Committee* de la chambre des représentants par un membre des renseignements ayant pointé du doigt les tentatives d'ingérence en cours de la Russie dans l'élection de 2020, et la préférence de Moscou pour une réélection de D. Trump.

15 John Ratcliffe, représentant républicain du Texas, défenseur acharné du président pendant le procès d'*impeachment*, et désigné par Donald Trump le 28 février 2020 pour occuper les fonctions de directeur du renseignement national

16 ". *President Putin, he said it's not Russia, I will say this: I don't see any reason why it would be..*" Donald Trump, conférence de presse conjointe Trump-Poutine, le 16 juillet 2018 à Helsinki

17 "*I never thought I would see the day when our American President would stand on the stage with the Russian President and place blame on the United States for Russian aggression,*" Sen. Jeff Flake (R-Arizona)

18 Tous les textes de loi relatifs à la sécurité des élections et votés récemment par la chambre des représentants (« *Securing America's Election Act* », « *Stopping Harmful Interference in Elections for a Lasting Democracy* »), ont été rejetés par le Sénat à majorité républicaine

19 Procès de l'homme d'affaires républicain Roger Stone, avec notamment la démission des quatre procureurs en charge de l'affaire à la suite d'un tweet de Donald Trump

20 Aux côtés des pouvoirs exécutif et législatif

institutions, basé sur l'équilibre des pouvoirs, et qui a toujours constitué une puissante caractéristique de la démocratie américaine.

Plus largement, c'est l'ensemble du processus décisionnel américain qui est touché par l'action, ou l'inaction, de la Maison-Blanche. La valse des titulaires limogés (« *you're fired !* »)²¹ et non remplacés provoque, dans la diplomatie américaine comme dans d'autres secteurs, des manquements importants et des situations de vacance de la décision. Ce chaos à la fois amateur et irrationnel a été largement décrit par des journalistes ou observateurs, à l'image de Bob Woodward (*Fear*, 2018), de Michael Wolff (*Fire and Fury*, 2018) ou de Daniel W. Drenzer (*The Toddler in Chief*, 2020). Aux limogeages à répétition, aux nominations en attente, s'ajoutent des propositions de titulaires sans expérience (voir note 14 à propos de John Ratcliffe), qui parfois, d'ailleurs, n'aboutissent pas, comme la tentative en 2018 de nommer ambassadrice américaine auprès des Nations unies – peut-être le poste diplomatique le plus difficile – l'ancienne journaliste de *Fox News*, Heather Nauert, entre-temps devenue porte-parole du département d'État en 2017, mais sans aucune expérience diplomatique internationale, bien que qualifiée par Trump de « très talentueuse, très intelligente, très rapide ».²²

Enfin, parachevant sa stratégie de démolition, les provocations présidentielles quotidiennes alimentent les clivages au sein de la société américaine. Ces divisions prennent aujourd'hui une ampleur et une forme rarement vues dans l'histoire du pays depuis la guerre de Sécession de 1861-1865. Il pourrait être difficile pour cette société, après les élections de novembre 2020 - ou *a fortiori* dans cinq ans en cas de réélection de Trump - de trouver les voies d'une réconciliation. Des images-chocs ont marqué l'opinion internationale, sans doute faites pour un électorat ultraconservateur américain très ciblé, plutôt blanc, chrétien et âgé, mais incompatibles avec l'image d'un « rêve américain », qui a fait depuis plusieurs décennies la force d'attraction, le *soft power* des États-Unis dans le monde. Des enfants de migrants séparés de leurs parents à la frontière, des insultes à l'encontre de différents pays à commencer par le Mexique à l'occasion du débat sur la construction d'un mur, ou à l'égard d'un monde musulman dont on a voulu interdire

21 Leitmotif de l'émission « *The Apprentice* » que l'actuel président a longtemps animée sur les écrans américains.

22 La nomination ne sera jamais effective, Nauert retirant d'elle-même sa candidature après que les médias auront découvert qu'elle employait une garde d'enfant dépourvue de visa de travail.

d'accès au territoire américain certains ressortissants (mais pas ceux des monarchies du Golfe), des tergiversations lorsqu'il a fallu condamner des violences dues à des groupes d'extrême-droite, un embarras perceptible lorsqu'il s'agit de dénoncer des groupes suprémacistes blancs, une remise en cause des accords multilatéraux, un refus de la cause environnementale, une minimisation voire un déni initial de la pandémie du Covid-19... On ne peut pas dire que le quarante-cinquième président des États-Unis se soit lancé dans une diplomatie publique subtile, de nature à renforcer l'Amérique dans la compétition internationale actuelle pour l'influence.

La fragilisation interne des États-Unis, tant au niveau de ses institutions que du consensus entre ses composantes sociétales, ne peut que contribuer à diminuer l'aptitude et la volonté de ce pays à jouer le rôle international majeur qui a été le sien depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quels qu'en soient les ressorts, ce scénario déjà enclenché constitue évidemment une bonne nouvelle stratégique pour le maître du Kremlin.

PROCHE-ORIENT ET UKRAINE : DES CADEAUX GÉOPOLITIQUES À MOSCOU

Mais la satisfaction par Donald Trump des intérêts stratégiques de la Russie de Poutine ne s'arrête pas là. Sur des situations géopolitiques précises et concrètes, les décisions de l'administration Trump ont dérouté les alliés, à la fois par la confusion et l'improvisation qui les caractérisaient, et par le champ ainsi laissé au vieil adversaire russe. Au Moyen-Orient plus précisément, mais également en Europe centrale et orientale, l'attitude de Washington a troublé.

Le cas syrien est à cet égard emblématique. Il faut reconnaître ici que les errances américaines au Proche-Orient ne datent pas de Trump. L'erreur stratégique majeure de l'aventure irakienne de 2003, sous l'administration néoconservatrice de George W. Bush, a discrédité l'Amérique à la fois dans son efficacité et sa crédibilité militaire (du fait de l'enlèvement qu'elle y a subi), dans ses valeurs (avec les exactions d'Abu Ghraib, les prisons « secrètes » de la CIA chez plusieurs alliés, l'exception extra judiciaire de Guantanamo...)

et dans ses intérêts géopolitiques, faisant de l'Iran la puissance structurante de la région, après la disparition de Saddam Hussein. L'administration démocrate de Barack Obama, en tergiversant face au régime de Damas en 2013, fit le premier cadeau d'envergure à Moscou, en lui permettant de revenir dans le jeu régional, et de s'affirmer comme une puissance fiable et déterminée vis-à-vis de ses alliés, en comparaison d'une Amérique hésitante.

Mais Donald Trump est sans doute allé plus loin encore dans l'irréparable. Le 13 octobre 2019, à la surprise de tous, contre l'avis du Pentagone, mais aussi contre celui de ses alliés républicains du Sénat, il a décidé de retirer les forces spéciales américaines du nord de la Syrie²³. Ce retrait laisse aujourd'hui le champ libre à la Turquie et à la Russie, permettant notamment à celle-ci de poursuivre la consolidation de l'emprise territoriale de son allié syrien. La décision est catastrophique à plus d'un titre. D'abord, elle intervient sans clarté, après une succession d'annonces par tweet, parfois démenties puis confirmées, donnant l'impression une fois de plus qu'il n'y avait plus ni processus décisionnel ni procédure opérationnelle à la tête de la stratégie américaine, mais simplement un homme psychologiquement instable, politiquement novice et intellectuellement limité, qui persiste, après trois ans au pouvoir, à croire que ses quelques intuitions ou impulsions de businessman (par ailleurs discutables) suffisent à aborder les conflits les plus inextricables. Surtout, elle prend l'allure d'une trahison majeure à l'égard d'un allié – les Kurdes – qui ont permis une victoire essentielle contre l'ennemi numéro un planétaire du moment, à savoir l'« État » islamique. Cette trahison entache la crédibilité de l'ensemble de l'administration, et inquiète d'autres alliés. Les justifications à l'emporte-pièce du président, teintées d'ignorance historique, n'ont rien arrangé (les Kurdes n'ont « pas aidé » en Normandie en 1944, a plaidé le locataire de la Maison-Blanche. À ce compte, plusieurs alliés pourraient s'inquiéter d'une rhétorique aussi primaire – et comme le commentait avec humour un diplomate allemand : « nous sommes inquiets car il faut bien reconnaître qu'en juin 1944, nous n'avons pas beaucoup aidé non plus... »). Obama avait inquiété ses alliés par ses hésitations à défendre la population syrienne en 2013, avec laquelle, pourtant, aucune alliance formelle n'existait, et pour cause. En 2019, Trump inquiète en lâchant purement et simplement un supplétif qui fut indispensable, en

23 Décision présidentielle du 13 octobre 2019

l'abandonnant aux armes d'une Turquie en pleine dérive autoritaire, et dans un contexte où Moscou s'est rendu maître de la Syrie.

La décision américaine pourrait, en réalité, trouver une logique. Il n'est pas impossible que l'administration souhaite reconquérir les alliances moyen-orientales il est vrai très malmenées, et détériorées, par l'administration Obama : Arabie saoudite, Égypte, Turquie, Israël. D'où les cadeaux faits aux exécutifs de ces pays : un prince héritier saoudien dédouané par Trump de sa responsabilité dans l'affaire Khashoggi contre les analyses des services de renseignement américain, un maréchal Sissi choyé en dépit de la répression et des difficultés économiques qui s'emparent de l'Égypte, un Recep Tayyip Erdoğan ménagé, lui aussi, sur l'affaire syrienne à l'heure où il menace de se rapprocher de Moscou, et un axe fort avec le Premier ministre israélien, pourtant cerné d'affaires de corruption. Si l'analyse américaine consiste à dire que la réparation urgente de ces liens avec des alliés en train de s'éloigner (on pourrait y ajouter le Pakistan) est une priorité qui justifie d'autres sacrifices, alors il aurait fallu lui donner un cadre plus cohérent. Mais le style trumpien, et son passif déjà lourd en matière de maladresse diplomatique, font qu'une telle démarche, cohérente dans son cynisme, n'apparaît même plus à la portée intellectuelle du président.

Sur Israël, justement. Quelques mois avant l'épisode syro-turco-kurde, la reconnaissance par Donald Trump de l'annexion du plateau du Golan par Israël²⁴ avait contribué à légitimer les modifications de frontières par la force. Cette décision a en effet constitué un message positif à la Russie qui, elle-même, avait annexé la Crimée le 18 mars 2014 et déjà amputé 25 % du territoire de la Géorgie avec la création des républiques pro-russes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. De la même manière, les nombreux cadeaux faits à l'administration de Benyamin Netanyahu (suppression de l'aide américaine aux Palestiniens, fermeture des représentations palestiniennes aux États-Unis et américaines en Palestine, un plan Kushner mort-né, inacceptable pour les pays arabes y compris par les proches des États-Unis, et concocté par des amis personnels de Netanyahu sans aucune expérience diplomatique, à commencer par le gendre du président), ont dressé un peu plus encore les opinions publiques arabes contre les États-Unis, faisant revivre ainsi

24 Proclamation présidentielle du 25 mars 2019

les pics d'anti-américanismes observés sous l'administration Bush junior, et que Barack Obama s'était employé à réduire. Aujourd'hui, Moscou a beau jeu de ranimer les alliances de l'ex-URSS dans cette région du monde, en Syrie, peut-être demain en Libye, en Irak, et d'ores et déjà en Algérie, où le pouvoir militaire est resté proche de la Russie depuis l'indépendance, et le reste plus encore à l'heure où des conseillers russes aident le pouvoir à déminer une contestation populaire d'ampleur.

Tout aussi troublante est, dans une autre région cette fois, la théorie complotiste et défensive, promue par Donald Trump lors de sa procédure d'*impeachment*, au regard d'une supposée ingérence ukrainienne contre sa candidature en 2016. Officiellement écartée par les services américains²⁵, cette hypothèse a pourtant été resservie avec insistance par les alliés du président²⁶. D'après Fiona Hill, ancienne conseillère adjointe de Donald Trump et ancienne directrice des affaires européennes et russes au Conseil national de sécurité, ce narratif correspond exactement à celui qui est promu par les services secrets russes²⁷. Plus globalement et au cœur du procès d'*impeachment*, le chantage par Donald Trump à l'aide militaire à l'Ukraine pour obtenir le soutien de ce pays contre le compétiteur le plus probable du président en novembre 2020 a provoqué de sérieux dégâts, et offert un véritable terrain de jeu à Moscou.

Dans un tel contexte, les déclarations du président américain, le 22 novembre 2019, qualifiant l'Ukraine de troisième pays le plus corrompu au monde²⁸ ne peuvent que contribuer à affaiblir Kiev dans son face à face - déjà très déséquilibré - avec Moscou, pour la récupération du Donbass ukrainien. Étrange comportement de la part du président des États-Unis, supposé aider l'Ukraine et l'Europe orientale à endiguer l'influence russe. Même si d'autres alliés d'Europe centrale, comme la Pologne, saluent le soutien du président américain contre la Russie, même si les Pays baltes ne s'en plaignent pas non plus, même si l'on a vu Donald Trump tenter de s'opposer à des projets d'acheminement énergétiques défendus par l'Allemagne (North Stream 2) qui aurait accentué la

25 "We have no information that indicates that Ukraine interfered with the 2016 presidential election", Christopher Wray, directeur du FBI,

26 Sénateurs Ted Cruz (R-Texas) et John Kennedy (R-Louisiana))

27 "This is a fictional narrative that has been perpetrated and propagated by the Russian security services themselves." Témoignage de Fiona Hill devant la chambre des représentants lors du procès d'*impeachment*

28 "[Ukraine] is a very corrupt country ... As you know, this is the third most corrupt country in the world", Donald Trump, interview à Fox News, 22/11/2019

dépendance d'une partie de l'Europe vis-à-vis de Moscou, le bilan d'ensemble reste celui d'un président très « *Russia-friendly* » dans sa pratique de la politique internationale.

La simple observation des faits et surtout de leur accumulation et de leur convergence, met donc en lumière à quel point l'actuel président américain, qu'il en soit conscient ou pas, représente aujourd'hui un atout pour Vladimir Poutine.

Dans ces conditions, on peut estimer sans exagérer ni extrapoler très loin dans l'analyse, que les élections présidentielles américaines de novembre 2020 offrent à Moscou l'opportunité rare d'une possible reconduction pour quatre ans à la Maison-Blanche, du premier chef de l'exécutif aussi utile – si ce n'est favorable – à la réalisation des visées stratégiques du Kremlin. La crise du Covid-19, et la perspective, qui commence à être esquissée en avril 2020, d'une élection américaine qui se déroulerait en grande partie par correspondance ou à distance électronique (compte tenu de l'ampleur de l'épidémie aux États-Unis), ne peut qu'inquiéter, lorsqu'on connaît l'activisme russe dans ces moments électoraux occidentaux. Dans les think tanks alliés, certains s'en inquiètent déjà, à l'image de Lindsay Newman à la Chatham House de Londres, qui appelle à la préparation urgente d'un vote à distance parfaitement sécurisé sur le plan informatique, pour prévenir toute tentative – probable – d'interférence russe.²⁹

En cas de réélection de Trump, il restera difficile de comprendre les raisons qui auront présidé à une inflexion de la politique américaine si favorable à Moscou au cours du premier mandat. La prolongation jusqu'en 2024 des tendances déjà constatées sur la relation transatlantique et sur l'unité de la société américaine pourraient alors accentuer encore les divisions au sein de l'ex-camp occidental, et achever de rebattre les cartes des équilibres internationaux, au bénéfice notamment, comme l'espère Moscou, d'une Russie résurgente. Si les démocrates américains parviennent à reconquérir le pouvoir, en revanche, quelque lumière pourrait être faite sur le mystère de la relation de Donald Trump à la Russie. ■

29 <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/covid-19-americas-looming-election-crisis>

POURQUOI L'AMÉRIQUE DE TRUMP VA-T-ELLE AUTANT DANS LE SENS DES INTÉRÊTS DU KREMLIN ?

PAR

PATRICK CHEVALLEREAU / CONSULTANT INTERNATIONAL, CHERCHEUR ASSOCIÉ À
L'IRIS

ET

FRÉDÉRIC CHARILLON / PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ EN SCIENCES POLITIQUES

LES NOTES DE L'IRIS / MAI 2020

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org